

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

Index AI : MDE 21/010/2007 (Public)

Bulletin n° : 111

ÉFAI

15 juin 2007

## **Autorité palestinienne. Les violations perpétrées par le Hamas et le Fatah bloquent chez eux les civils de Gaza pris au piège des combats – Inquiétudes grandissantes face à une possible extension de la violence à la Cisjordanie**

Alors qu'une violence politique sans précédent s'est installée dans la bande de Gaza, les forces de sécurité du Hamas et du Fatah ainsi que les groupes armés continuent de faire preuve d'un mépris flagrant pour les principes fondamentaux du droit international et de commettre de graves atteintes aux droits humains.

Les attaques aveugles et les combats acharnés dans des quartiers d'habitation bloquent chez eux les civils, déjà en proie à d'énormes difficultés du fait des sanctions internationales imposées depuis un an et des barrages continus de l'armée israélienne. Les deux parties ont tué des captifs et enlevé des dizaines de membres de groupes rivaux qu'ils gardent en otages en vue de les échanger contre des amis ou des proches détenus par leurs rivaux. Tuer des combattants captifs et prendre des otages constituent des crimes de guerre.

Les forces de sécurité loyales au parti du Fatah du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et celles, rivales, loyales au parti du Hamas du Premier ministre Ismail Haniyeh ont manifestement failli à leur responsabilité en ne faisant pas respecter et appliquer la loi et en ne protégeant pas la population. Agissant de concert avec les groupes armés qui leur servent de milices, elles se sont au contraire engagées de façon constante dans des affrontements armés, tuant et blessant des civils non impliqués dans les heurts en toute impunité.

Maintenant que le Hamas a pris le contrôle des installations des forces de sécurité du Fatah à Gaza et rejeté la décision du président Abbas de dissoudre le gouvernement de coalition et d'imposer l'état d'urgence dans les territoires palestiniens occupés, on craint de plus en plus que les combats ne s'étendent à la Cisjordanie. Ces derniers jours, des hommes armés du Fatah ont enlevé des membres du Hamas, qu'ils gardent en otages, et ont saccagé des bureaux du Hamas à Naplouse, Ramallah et ailleurs en Cisjordanie, faisant craindre de nouvelles exactions si les combats s'intensifiaient.

Les Palestiniens appelant à mettre un terme aux violences risquent leur vie. Le 13 juin, dans la ville de Gaza et à Khan Younès, des hommes armés ont tiré sur des manifestants non armés qui réclamaient la fin des affrontements armés. Un manifestant a été tué et plusieurs autres blessés.

Le même jour, deux employés palestiniens de l'Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA), principal organisme d'aide humanitaire dans la bande de Gaza, ont été tués et deux autres ont été blessés par des tirs au cours d'affrontements armés entre le Fatah et le Hamas. L'UNRWA a par ailleurs signalé que des combats s'étaient déroulés dans l'enceinte de deux de ses sites.

Des hommes armés des deux camps mènent des attaques dans et autour des hôpitaux, visant directement les bâtiments ou lançant des attaques depuis ces mêmes bâtiments. Le 12 juin, l'hôpital

Shifa de la ville de Gaza, principal hôpital de la bande de Gaza, a été attaqué à l'arme lourde, subissant des tirs de lance-roquette et de mortier. D'autres hôpitaux, de Rafah dans le sud à Beit Hanoun au nord, ont été pris pour cible, ainsi que plusieurs ambulances, mettant la vie des patients et du personnel en danger, empêchant les équipes médicales de travailler et privant les malades et les blessés de l'accès aux soins.

Les combats ont empêché les Nations unies de livrer l'aide alimentaire et médicale d'urgence. De telles attaques constituent une violation flagrante du droit international, qui interdit de prendre pour cible des civils et de mener des attaques aveugles ; le droit international accorde en outre une protection spéciale aux installations médicales et humanitaires, qui ne doivent jamais être prises pour cible ni utilisées pour mener des attaques ou autres actions compromettant leur neutralité.

Des établissements d'enseignement ont également été endommagés au cours des combats et attaques menées sans discrimination et la vie dans la bande de Gaza est littéralement paralysée dans tous les domaines.

Amnesty International appelle les dirigeants du Fatah et du Hamas à prendre immédiatement des mesures pour s'assurer que leurs forces et les groupes armés agissant en leur nom cessent de mettre en danger les civils et de bafouer le droit international à travers un usage irréfléchi, disproportionné et aveugle de la force à Gaza et pour empêcher que les exactions ne s'étendent à la Cisjordanie.

L'organisation leur demande notamment :

- de reprendre le contrôle des forces de sécurité, de veiller à ce qu'elles appliquent la loi et respectent les droits humains, notamment les normes internationales relatives à l'utilisation de la force et au traitement des prisonniers, et de faire en sorte que les membres des forces de sécurité qui bafouent les droits humains ou manquent à leurs devoirs soient amenés à rendre compte de leurs actes ;
- de mettre un terme à l'impunité en instaurant des mécanismes efficaces permettant de traduire en justice les responsables présumés d'atteintes aux droits humains, quelle que soit leur affiliation politique ;
- de donner instruction à leurs forces de sécurité pour que les groupes armés auteurs d'atteintes aux droits humains ou de crimes soient appréhendés et traduits en justice, conformément aux normes du droit international relatif aux droits humains et cela, quelle que soit leur affiliation politique ;
- d'instaurer un mécanisme visant à assurer un contrôle indépendant, impartial et non partisan des forces de sécurité, de veiller à ce que tous les homicides, enlèvements et autres attaques de civils fassent l'objet d'enquêtes et que leurs auteurs présumés soient traduits en justice.